diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

Pourquoi la crise de l’eau en Iran ?

dimanche 1er février 2026,par Mohammad-Reza DJALILI, Thierry KELLNER

Citer cet article / To cite this version :
Mohammad-Reza DJALILI, Thierry KELLNER , **Pourquoi la crise de l’eau en Iran ?** ,
Diploweb.com : la revue géopolitique, 1er février 2026.

Hum… Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via **la page suivante** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Les projecteurs sont braqués sur la contestation du régime en Iran. Les auteurs mettent en perspective de façon documentée la grave crise de l'eau que vit ce pays, comprise comme un révélateur des errances multiformes du régime iranien depuis de nombreuses années. Par ses choix et sa gestion calamiteuse de l'eau, il a mis en danger l'avenir même de la population et du pays. En quelques cinq décennies de gaspillage, d'inefficacité, de corruption, de choix idéologiques aberrants, il a contribué à rendre stérile des terres qui ont pourtant portés durant des siècles une des plus glorieuses civilisations de l'histoire de l'humanité. Face au désastre de la crise hydrique, le gouvernement iranien a adopté en octobre 2025 un nouveau plan national de gestion du changement climatique. Il vise notamment à renforcer la résilience dans des secteurs critiques tels que l'eau et l'agriculture. Il en avait déjà adopté un en 2017, sans grande avancée. Dans une démarche sans précédent, le régime islamique envisage désormais d'importer de l'eau et d'acheter les excédents d'eau de voisins consentants. Il cherche aussi à augmenter les importations de biens gourmands en eau pour préserver les ressources nationales. Dans ce contexte, on ne peut que constater l'échec de son discours fondé sur l'auto-suffisance, l'indépendance et la résilience. Rien n'indique par ailleurs que ce nouveau plan et cette nouvelle piste suffiront à atténuer une crise d'une telle ampleur. La population iranienne pourrait, elle, en tirer les conclusions. Sans compter la pression des Etats-Unis. Quelle que soit l'issue de la crise politique présente, la question de l'eau pèsera lourdement sur l'avenir de ce pays. Cette étude démontre la multiplicité des paramètres qui entrent en ligne de compte.

L'IRAN est aujourd'hui confronté à une crise hydrique sans précédent. Les experts tiraient pourtant la sonnette d'alarme depuis longtemps [1]. Les problèmes liés à l'eau se sont en effet multipliés ces dernières années comme on a pu le voir dès 2018 dans le documentaire d'Arte « L'Iran à court d'eau », consacré à la rivière Zayandeh Rud qui traverse notamment Ispahan. Depuis l'an 2000, elle n'y coule plus guère qu'un mois par an. En 2021, des milliers d'habitants de cette ville avaient manifesté contre son assèchement. A plusieurs reprises au cours des dernières années, les pénuries d'eau ont provoqué des protestations dans tout le pays. Celle de juillet 2021, dans la province du Khuzestân, avait d'ailleurs été réprimée durement. Depuis, la situation hydrique s'est encore aggravée.

Terre de sécheresse

Une crise sans précédent…

Un seuil semble avoir été franchi durant l'été 2025. Kaveh Madani, spécialiste de la question de la gestion de l'eau en Iran, a qualifié la situation du pays de « faillite de l'eau ». L'Iran traverse en effet l'une de ses plus graves pénuries d'eau depuis des décennies. Des lacs entiers sont en train de disparaître -comme le lac Orumieh [2], autrefois le plus grand lac salé du Moyen-Orient- ou ont déjà disparus. C'est le cas des lacs Hamun situés à la frontière avec l'Afghanistan, autrefois les plus grands plans d'eau douce (>8000 km2) du plateau iranien. Ils se sont asséchés après 2005 [3]. A l'automne 2025, 19 de ses 31 provinces étaient confrontés à une sécheresse historique. Les principaux réservoirs et barrages du pays sont proches de l'épuisement. La capitale est menacée. « Toutes les rivières et sources d'eau dans un rayon de 100 kilomètres autour de Téhéran sont à sec », déclarait le climatologue Nasser Karami, début août 2025 [4]. Les cinq barrages qui l'alimentent ont atteint des niveaux historiquement bas, ne contenant que 11 % de leur capacité totale à la mi-novembre 2025 [5]. Il faut puiser dans les nappes souterraines pour continuer d'alimenter la capitale. « Actuellement, 62 % de l'approvisionnement en eau de Téhéran provient de sources souterraines et 38 % d'eaux de surface qui sont presque épuisées ou sur le point de l'être » soulignait le directeur de la Fédération iranienne de l'industrie de l'eau début novembre 2025 [6]. L'avenir est incertain. Les infractions au code du bâtiment, la mauvaise gestion des ressources, les pertes dues aux canalisations de distribution d'eau vétustes et vieillissantes -elles perdraient jusqu'à 30 % de l'eau traitée [7]- et la surconsommation ont affecté les ressources en eau potable de la capitale. Elles ne sont suffisantes que pour un nombre limité de personnes relevait *Deutsche Welle* en août 2025 [8]. C'est dans ce contexte que le président iranien a évoqué fin novembre 2025 l'idée de déplacer purement et simplement la capitale. Téhéran compte avec sa banlieue, environ 14 millions d'habitants ! Les autorités iraniennes ont pourtant généralement tendance à minimiser les crises. Cette déclaration au plus haut niveau souligne donc la gravité et l'urgence de la situation. Même si l'Iran a déménagé sa capitale plusieurs fois au cours de son histoire, un transfert forcé vers une ville nouvelle ailleurs dans le pays pour pallier une crise hydrique serait sans précédent dans l'histoire moderne. Pour essayer de parer au plus pressé, Téhéran a dû recourir au rationnement de l'eau.

Au-delà de la capitale, de nombreuses zones du pays sont également confrontées à la pénurie d'eau. Ainsi à Machhad, la deuxième plus grande ville d'Iran avec environ 4 millions d'habitants, les réservoirs ont vu leur capacité chuter en dessous de 3 %. Trois des quatre barrages qui alimentent la ville étaient hors service à l'automne 2025. En novembre, la métropole a également dû mettre en place un rationnement de l'eau. A l'échelle nationale, 19 grands barrages -soit 10 % des réservoirs iraniens- sont complètement asséchés. Plus de 20 autres barrages contiennent moins de 5 % de leur capacité [9]. Dans la province de Kerman, la situation est particulièrement désastreuse. Les eaux souterraines sont devenues amères et salées, les vergers et les terres agricoles sont détruits et une grande partie de la faune sauvage menacée d'extinction [10].

Outre les difficultés pour la population -environ 28 des 89 millions d'Iraniens vivent dans des zones soumises à un stress hydrique-, le déficit en eau n'est pas sans conséquences pour toute une série de secteurs et d'infrastructures critiques. Ainsi, le secteur agricole qui est responsable d'environ 90 % des prélèvements d'eau du pays [11] et consomme à un rythme considéré comme insoutenable, a-t-il été décimé. Selon certaines estimations, jusqu'à 1,3 million d'agriculteurs seraient sans emploi de ce fait. Cette crise du secteur agricole exposerait jusqu'à 40 millions de personnes à un risque d'insécurité alimentaire aiguë à court et moyen termes [12]. La crise de l'eau affecte également la capacité du régime iranien à fournir de l'électricité à ses citoyens. Le niveau critiquement bas des barrages a ainsi paralysé plus de 12 500 mégawatts de capacités hydroélectriques du pays [13]. Cela a créé un déficit national d'électricité et provoqué des coupures de courant chroniques à l'échelle nationale. Ces pénuries ont déclenché à leur tour des troubles répétés en 2025, notamment une

grève des négociants du marché du fer à Téhéran en mai 2025 et une vaste manifestation contre les coupures d'eau et d'électricité en juillet dans la province de Gilan situé au nord du pays.

En raison du manque d'eau couplé à la surexploitation chronique des eaux souterraines [14] et à d'autres facteurs comme le poids des bâtiments par exemple, l'Iran est par ailleurs confronté de manière croissante au phénomène de *subsidence*, c'est-à-dire d'**affaissement des sols**. En analysant des images satellitaires, des chercheurs de l'université de Leeds ont identifié 106 zones du pays où la surface du sol s'affaisse rapidement [15]. Des quartiers de Téhéran sont touchés. Mohammad Aghamiri, président du Comité de développement urbain du conseil municipal de la capitale iranienne, a déclaré en août 2025 que « (l)es statistiques d'affaissement de terrain à Téhéran sont confidentielles et je ne peux pas les divulguer. Sachez simplement que ces chiffres sont terrifiants » [16]. D'autres grandes villes dont Machhad, Ispahan et Tabriz, sont également menacées. En janvier 2025, Shina Ansari, vice-présidente et directrice du département de l'Environnement, a déclaré que 30 des 31 provinces iraniennes étaient touchées par ce phénomène [17]. D'après le directeur de l'Organisation pour la protection de l'environnement, ce ne sont pas moins de 380 villes et 9 200 villages du pays qui sont actuellement menacés d'affaissement des sols [18].

Depuis au moins **2008**, les scientifiques avertissent pourtant. Le pompage incontrôlé des eaux souterraines pour l'approvisionnement des villes et l'agriculture vide rapidement les aquifères du pays. Cette surexploitation n'épuisent pas seulement les réserves souterraines, elle les détruisent purement et simplement en provoquant un tassement irréversible du sol. Une étude publiée en 2024 a révélé que certaines zones du plateau central iranien, où sont situées la plupart des aquifères du pays, s'affaissent jusqu'à 35 centimètres chaque année [19]. L'affaissement du sol concernerait 265 des 429 comtés du pays. Le phénomène concerne parfois de vastes zones. Huit comtés connaissent ainsi des affaissements s'étendant sur une surface supérieure à 1 000 km2. Parmi les régions les plus touchées, les auteurs de cette étude signalent dans la province de Kerman, le comté de Rafsandjan. Ce dernier, connu pour être le centre de production de la pistache en Iran, est confronté au taux d'affaissement le plus élevé, avec un chiffre stupéfiant de 37 cm/an soit presque de 4 mètres en dix ans ! Juste derrière, le comté d'Arzuiyeh, également dans la province de Kerman, enregistre un taux de 34 cm/an. Dans la province d'Alborz, les comtés de Savojbolagh et Nazarabad présentent des taux maximaux de 29 et 27 cm./an, respectivement [20]. Conséquence de ces affaissements, les aquifères perdent environ 1,7 milliard de mètres cubes d'eau par an. Le sol est définitivement compacté et ne laisse en effet aucun espace pour que les réserves d'eau souterraines puissent se reconstituer [21]. L'analyse de ces auteurs fournit des preuves convaincantes d'un lien substantiel entre l'affaissement des sols et l'extraction des eaux souterraines à des fins d'irrigation. Alors que moins de 4 % des affaissements de sols se produisent dans des zones urbanisées, plus des deux tiers des terres touchées par ce phénomène sont classées comme agricoles. Près de 40 % des affaissements de sols se produisent selon eux dans des terres irriguées [22]. En plus des difficultés pour l'agriculture, les industries qui dépendent des eaux souterraines sont confrontées à l'incertitude et à une augmentation des coûts du fait de ce phénomène. En outre, l'affaissement des terres peut endommager des infrastructures essentielles, notamment les routes, les bâtiments et les pipelines [23]. Des infrastructures de transport comme les aéroports et les chemins de fer subiraient également des dommages irréparables dus à ce phénomène.

Il faut se souvenir que plus de 85 % de la superficie totale de l'Iran qui s'étend sur 1,6 million de km², sont constitués de terres arides et de steppes. La forte variabilité climatique rend déjà le pays particulièrement vulnérable à la désertification et à la dégradation des sols. Environ 70 % de la population du pays vit dans 17 provinces dont 20 % sont déjà directement touchées par la désertification. Une étude publiée en 2021 a montré que 68 % du territoire iranien présentait une vulnérabilité élevée à très élevée à la désertification [24]. Cette dernière menace donc de

nombreuses provinces et villes du pays. Certaines régions sont déjà en situation de désertification avancée. Ce qui, couplé aux sécheresses et manques d'eau, accroît les difficultés pour les paysans avec des phénomènes d'appauvrissement, de chômage et d'exode rural [25]. La baisse des rendements, la hausse des coûts des intrants et le manque d'alternatives pour gagner leur vie augmentent leur vulnérabilité. Cela contribue à leur migration interne depuis les zones rurales -plus de 22 % de la population iranienne est rurale-, vers les villes. Cette migration s'est intensifiée ces dernières années. Afshin Shahi relevait déjà en 2019 que l'une des principales conséquences de la pénurie d'eau était la migration forcée des zones rurales vers les zones urbaines [26]. Compte tenu du manque d'emplois alternatifs à la campagne, les agriculteurs sans ressource se déplacent donc souvent vers les villes à la recherche d'un travail. Cependant, vu les problèmes économiques existants et les taux de chômage élevés, les centres urbains ne peuvent leur offrir de perspectives viables. En terme d'inégalités et de stabilité sociale, cette situation s'est déjà révélée très dangereuse tant en Iran que dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient soulignait Shahi dans son étude.

… dans un pays à l'expérience historique de gestion de l'eau pourtant remarquable

Cette crise de l'eau interroge. Certes l'Iran a une géographie physique et un climat compliqués. Mais la situation actuelle apparaît pourtant paradoxale d'un point de vue historique. Durant des millénaires, les diverses dynasties -notamment préislamiques antiques mais aussi, plus tard, musulmanes- qui ont gouverné le pays ont justement excellé dans la gestion de l'eau sur un immense territoire iranien, il est vrai moins peuplé. Ainsi, la technologie des « qanats », ce système de canaux souterrains utilisé pour assurer un approvisionnement fiable en eau aux établissements humains ou pour l'irrigation dans les climats chauds, semi-arides et arides, aurait été mise au point sur le plateau iranien. Sa diffusion est directement liée à la culture et au pouvoir politique de l'Iran sous la dynastie achéménide (558-331 avant notre ère). Les Achéménides l'ont propagée dans tout leur empire, lorsque leur domination s'étendait de l'Indus au Nil. Après les conquêtes musulmanes de la Perse au VIIe siècle après J.-C., cette technologie se répand également en Afrique du Nord, en Sicile et dans la péninsule ibérique. Les Espagnols à leur tour l'introduisent en Amérique : au Mexique et dans le nord du Chili. Ces « qanats » permettaient de transporter l'eau sur de longues distances à des fins alimentaires et agricoles. Le système comprenait à la fois des puits de régulation et de distribution de l'eau qui contribuaient à préserver la qualité de l'eau et à limiter les pertes par évaporation. Cela témoigne d'une maîtrise des facteurs scientifiques. Le plus ancien et le plus grand « qanat » connu au monde atteint une profondeur d'environ 360 m et court sur 45 km. Situé dans la ville de Gonabad, il a été construit il y a 2 700 ans et fournit toujours de l'eau potable et agricole à la région environnante [27]. Sous la dynastie achéménide, dès 500 avant J.-C., la cité palatine de Persépolis était déjà semble-t-il alimentée en eau grâce aux « qanats ». Comme le relevait Kaveh Madani, les Perses ont développé l' « un des plus anciens systèmes de régulation, de surveillance et de commercialisation de l'eau de l'histoire. Ils ont construit le plus haut barrage-voûte historique du monde, des infrastructures de contrôle des crues, des déversoirs, des canaux de transfert et d'acheminement de l'eau, ainsi que des moulins à eau bien avant la plupart des autres nations » [28]. Toujours dans le domaine de l'eau, Tobin Hartnell écrit par ailleurs qu'à l'époque sassanide (208-641 après J.-C.), les fleuves et rivières d'Iran étaient restées relativement pures. La religion officielle zoroastrienne exigeait en effet des croyants qu'ils évitent de les polluer [29]. Au regard de la gestion de l'eau, les interventions en Perse sassanide consistaient en des barrages à relativement petite échelle. Ils élevaient suffisamment le niveau de l'eau pour alimenter les canaux d'irrigation sans la retenir derrière un réservoir. En raison de cette gestion prudente, les fleuves et les rivières continuaient de couler même si ces barrages détournaient une partie de l'eau vers les agriculteurs locaux pour renforcer l'économie locale. Les résultats étaient impressionnants.

Collectivement, les réseaux de canaux de l'époque sassanide irriguaient des terres à une échelle similaire à celle des systèmes de barrages modernes au Moyen-Orient. De leur côté, les Safavides (1501-1736) ont magistralement intégré l'eau dans l'urbanisme, l'art et la culture. Ils ont par exemple utilisé des systèmes hydrauliques élaborés dans les jardins et les palais pour créer des paysages « paradisiaques ». C'est le cas des importants complexes de jardins royaux de la ville d'Ispahan. Ils ont aussi intégré l'architecture et l'eau comme dans le célèbre Pul-i Khwaju d'Ispahan qui est une combinaison de ponts, de barrages et d'art aquatique [30]. La République islamique de son côté ne peut guère se prévaloir de réalisations aussi positives vu la situation que nous avons décrite. Comment l'expliquer ?

Une responsabilité multiforme du régime

Les facteurs explicatifs de la crise actuelle sont évidemment multiples. Il faut d'abord tenir compte de l'évolution du climat. L'**impact du réchauffement climatique** sur l'aggravation de la sécheresse au Moyen-Orient en général est indéniable. Le climatologue Nasser Karimi note que depuis 2002, **les températures ambiantes ont a**ugmenté d'environ 4 °C par rapport à la moyenne des années 1960. Cette augmentation s'est accompagnée d'une forte **diminution des précipitations** [31]. Selon lui, les décennies 1970 à 2000 peuvent être considérées comme une période de transition entre une sécheresse normale et une sécheresse grave. Cette dernière a entraîné un stress hydrique sévère dans les pays touchés de la région, notamment l'Iran. Ce dernier figure désormais parmi les pays du monde présentant les taux les plus élevés de **dégradation des sols et de désertification**. En 2025, il a connu sa sixième année consécutive de sécheresse et son été le plus chaud depuis 60 ans. A ces évolutions climatiques s'ajoute **la croissance de la population iranienne**, et donc de la consommation d'eau, liées notamment à **l'agriculture et l'urbanisation**. 77,3 % de la population totale du pays vit en ville en 2023. Le pays a connu une croissance rapide de sa population depuis les années 1980. Avant la révolution iranienne de 1979, elle était inférieure à 30 millions d'habitants. Mais au cours des décennies suivantes, elle a atteint plus de 88 millions d'habitants (estimation 2024). Cette croissance rapide de la population, liée à la **transition démographique**, outre ses conséquences environnementales, a exercé une pression non-négligeable sur l'eau dont les industries alimentaires et l'agriculture dépendent.

Ces facteurs jouent évidemment un rôle qu'il ne faut pas négliger dans la crise actuelle. Cependant, de nombreux experts pointent une **responsabilité beaucoup plus directe et multiforme du régime islamique**.

Tout d'abord, ce dernier fait peu de cas de l'expérience et des réalisations hydrauliques de la civilisation préislamique de la Perse et même des dynasties musulmanes subséquentes. L'histoire de la Perse n'intéresse guère les élites révolutionnaires islamistes au pouvoir à Téhéran depuis 1979. Au contraire, le passé persan préislamique est considéré comme un « âge d'ignorance ». Contrairement au régime monarchique, l'ayatollah Khomeiny avait dès le départ minimisé l'importance de la Perse antique, notamment sa littérature, sa musique, son histoire ou ses réalisations, considérées comme secondaires pour lui. Au-delà de ce positionnement, les élites islamistes de Téhéran sont également sourdes aux mises en garde, critiques et conseils qui lui ont été adressés en matière de gestion de l'eau. Qu'elles proviennent des experts étrangers ou iraniens - même de l'intérieur du régime [32]- ou des activistes environnementalistes iraniens que Téhéran réprime [33]. Le secteur de l'eau a en fait été géré pendant 40 ans par le ministère de l'Energie et le régime iranien n'a guère eu recours aux experts pour prendre ses décisions. Face à la multiplication des problèmes liés à l'eau, le président Rouhani et le directeur du ministère de l'Energie, Isa Kalantari, avaient certes demandé à Kaveh Madani, expert en gestion de l'eau, de quitter son poste d'enseignant à Londres pour revenir en Iran. Ils lui proposait de devenir directeur adjoint du ministère de l'Energie, où son expertise serait mise à profit. Mais ce dernier a été victime de

harcèlements dès son arrivée en septembre 2017. Il a notamment été arrêté et accusé d'espionnage par le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI). Madani a été visé en raison de ses critiques ouvertes à l'égard de la mauvaise gestion de l'eau dans le pays, en particulier la construction excessive de barrages (infra). Les Gardiens ont considéré ces critiques comme des atteintes à leurs intérêts économiques. Craignant pour sa sécurité, Madani a finalement démissionné de son poste en avril 2018 et a fui l'Iran [34].

Les choix politico-idéologiques du régime ont également joué un rôle majeur. Dès son arrivée au pouvoir, l'autosuffisance alimentaire nationale est devenue un objectif impératif du régime. Elle est inscrite dans la Constitution de la nouvelle République islamique. Sa quête de l'auto-suffisance destinée à réduire la dépendance de l'Iran envers les pays étrangers l'a poussé à mettre en œuvre une série de mesures visant à promouvoir le développement agricole et la sécurité alimentaire [35]. Mais dans la pratique, les approches choisies ont généré une multitude d'inefficacités, faussant la production agricole tout en échouant largement à accroître l'autosuffisance alimentaire nationale. David Michel notait en 2019 que Téhéran continuait de dépendre des importations pour ses approvisionnements alimentaires essentiels. Selon lui, de « 2011 à 2015, les importations ont représenté en moyenne 23 % de la consommation de blé, 52 % de celle de riz et 71 % de celle de maïs. Au total, (elles) ont couvert 36,6 % des besoins céréaliers de l'Iran en 2016 (…) contre 18,1 % en 2005 » [36]. Vu le climat et la géographie physique du pays auxquels s'est ajoutée la croissance massive de la population et donc de la consommation, le choix de l'auto-suffisance alimentaire, jamais remis en cause, s'est avéré désastreux. Il a entraîné une **surconsommation de l'eau** via les transferts, l'irrigation et les creusements massifs de puits, y compris illégaux. Environ 500 000 d'entre eux sont en effet en activité à travers l'Iran. Ils extrayent sans contrôle chaque année quelque 50 milliards de m3 d'eau des aquifères souterrains [37]. Or comme le rappelait récemment le climatologue Nasser Karami, « (a)vec nos terres fertiles et notre eau, nous pouvons tout au plus cultiver de la nourriture pour 40 à 50 millions de personnes » [38]. Ce choix de l'auto-suffisance par le pouvoir, additionné à son immobilisme et à l'absence de régulation, ont donc grandement contribué à l'épuisement -mais aussi à la salinisation- des aquifères.

La **corruption et l'incompétence du régime** doivent par ailleurs être prises en compte. Comme le rapporte Bijan Khajehpour, c'est une véritable « mafia de l'eau » qui, en dominant sans contre-pouvoir ce secteur, a transformé une ressource publique en une véritable entreprise à but lucratif. Cet auteur rapporte les propos de l'ancien ministre Isa Kalantari. En août 2025, il a déclaré que « Mahab Qods (un puissant entrepreneur local spécialisé dans la construction de barrages et les études hydrologiques) est le décideur de la 'mafia de l'eau' (*mâfia ye ab*) » [39]. Ce cabinet d'ingénierie-conseil monopoliserait les contrats publics et percevrait un pourcentage sur chaque grand projet hydraulique. L'ancien ministre a en outre affirmé que les sociétés « Khatam Al-Anbia et Sepasad », appartenant au Corps des gardiens, avaient « détruit le secteur privé de l'eau en Iran », suggérant que ces puissants conglomérats semi-publics ont évincé toute concurrence. Cette intervention a mis en lumière ce que de nombreux experts décrivent comme un système de captation politique dans lequel des sociétés d'ingénierie et des entrepreneurs quasi-militaires liés au pouvoir influencent les stratégies nationales en matière d'eau dans un but lucratif plutôt que dans un souci de durabilité [40]. Khajehpour relève que des décennies d'incitations inadaptées ont encouragé une mentalité axée sur la « construction à tout prix », renforçant ce que Kalantari appelle la « mafia des contrats », un réseau de sociétés de conseil et de construction qui tirent profit de cycles de projets perpétuels. Ce système récompense les dépenses d'investissement, et non la conservation. La formule est simple : les barrages, les puits, les canalisations et les canaux génèrent des contrats, des commissions et de la visibilité, contrairement à la gestion durable de l'eau [41]. Cette situation explique la vague de construction de barrages et de projets de transfert d'eau entre bassins qu'a connu le pays depuis plusieurs décennies, souvent sans aucune évaluation environnementale crédible au préalable. Les évaluations d'impact environnemental sont réalisées après le début des

travaux, voire pas du tout. Parmi les initiatives les plus controversées figurent par exemple les projets de transfert massif d'eau de la mer d'Oman vers les provinces centrales telles qu'Ispahan, Kerman et Yazd. Selon Kalantari, de tels projets ne sont pas motivés par des impératifs hydrologiques mais par des intérêts particuliers. « Les décideurs tirent pleinement parti de l'ignorance des responsables politiques », a-t-il déclaré. Pour lui, les conseils techniques ont été remplacés par le lobbying des entrepreneurs.

Dans ces conditions, pas étonnant que le pays ait connu une vague de constructions disproportionnées et aberrantes de barrages -il compterait un total de 523 barrages en exploitation- et de projets de transfert interbassins. Comme le confirme une étude conjointe de l'université de Malaya en Malaisie et de l'université de Machhad, les « *effets environnementaux ne sont pas pleinement et complètement pris en compte pour la plupart des barrages construits en Iran* » [42]. Cela a eu des impacts très négatifs en matière socio-économique, de précipitations, de salinité des sols, des pertes d'eau, de déplacements de population, de difficultés à fournir de l'eau potable en raison de sa mauvaise qualité. La construction intensive de barrages sans prise en compte des études d'impacts a évidemment eu des conséquences désastreuses à la fois pour la faune et la population, en particulier pour les agriculteurs. Selon Allan Hassaniyan, elle a ainsi submergé plus d'un million d'hectares de terres agricoles, de vergers et de forêts, endommageant gravement l'écosystème dans toutes les régions concernées [43]. Cet auteur cite l'Office iranien de protection de l'environnement selon lequel deux millions d'hectares, soit 67 % des trois millions d'hectares de zones humides du pays, ont été détruits. Face à ces destructions, Isa Kalantari a déclaré qu'il n'y avait plus aucune zone humide ou aucun lac dans le pays qui ne soit affecté. Il a averti qu'une partie importante des réserves d'eau avait été épuisée, que les sols avaient été compactés et que les zones humides avaient été détruites les unes après les autres, rendant leur restauration impossible avant plusieurs décennies et sans espoir de retour à leur état initial [44].

A tout cela s'ajoute le caractère discriminatoire de la politique de l'eau qui a été menée et a privilégié certaines régions d'Iran au détriment de zones périphériques, plus pauvres et souvent peuplées par des minorités ethniques. Pour Allan Hassaniyan, les transferts d'eau « *depuis les régions et provinces du nord, de l'ouest et du sud-ouest de l'Iran, notamment Chahar Mahal et Bakhtiari, Khuzestan, Kurdistan et Mazandaran (les bassins donneurs), vers les régions arides et désertiques du pays, notamment Ispahan, Kerman, Qom, Semanan, Yazd et Golpayegan (les bassins récepteurs) dans la partie centrale du pays, (ont) causé des dommages socio-économiques irréparables et des privations aux régions donneuses* » [45]. Cette politique asymétrique en matière d'eau a d'ailleurs exacerbé les relations de pouvoir déjà tendues entre le centre et les populations des régions périphériques du pays. Ces tensions nuisent à la stabilité et aggravent la fragmentation sociale et sociétale de l'Iran. Au total, le bilan environnemental, humain, socio-économique et sociétal du régime en matière de gestion de l'eau est donc catastrophique.

Conclusion

La crise actuelle de l'eau exprime clairement les errances multiformes du régime iranien depuis de nombreuses années. Par ses choix et sa gestion calamiteuse de l'eau, il a mis en danger l'avenir même de la population et du pays. En quelques cinq décennies de gaspillage, d'inefficacité, de corruption, de choix idéologiques aberrants, il a contribué à rendre stérile des terres qui ont pourtant portés durant des siècles une des plus glorieuses civilisations de l'histoire de l'humanité. Face au désastre de la crise hydrique actuelle, le gouvernement iranien a adopté en octobre 2025 un nouveau plan national de gestion du changement climatique. Il vise notamment à renforcer la résilience dans des secteurs critiques tels que l'eau et l'agriculture. Notons qu'il en avait déjà adopté un en 2017, sans grande avancée. Dans une démarche sans précédent, le régime islamique envisage désormais d'importer de l'eau et d'acheter les excédents d'eau de voisins consentants -

peut-être l'Afghanistan ou l'Arménie. Il cherche aussi à augmenter les importations de biens gourmands en eau pour préserver les ressources nationales [46]. Dans ce contexte, on ne peut que constater l'échec de son discours fondé sur l'auto-suffisance, l'indépendance et la résilience. Rien n'indique par ailleurs que ce nouveau plan et cette nouvelle piste suffiront à atténuer une crise d'une telle ampleur. La population iranienne pourrait, elle, en tirer les conclusions.

Manuscrit clos Genève/Bruxelles Janvier 2026.
Copyright Janvier 2026-Djalili-Kellner/Diploweb.com

P.-S.

Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, respectivement Professeur émérite à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève et Maître de conférence au Département de science politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB).

Notes

[1] Voir par exemple, Farhad Yazdandoost, « Dams, Drought and Water Shortage in Today's Iran », *Iranian Studies*, Vol. 49, No. 6, Special Issue : Environment in Iran : Changes and Challenges, November 2016, pp. 1017-1028.

[2] « Satellite Photos Show Middle East's Largest Lake on Brink of Disappearing », *Newsweek*, September 10, 2025 (*https://www.newsweek.com/iran-lake-urmia-disappearing-water-crisis-2127726*)

[3] Voir « Special report on the Hamun lake crisis », *The New Humanitarian*, September 25, 2002 (*https://www.thenewhumanitarian.org/feature/2002/09/25/special-report-hamun-lake-crisis*) et l'étude détaillée des causes -notamment anthropiques- de cette disparition dans Mahdi Akbari, Ali Mirchi, Amin Roozbahani, Abror Gafurov, Bjørn Kløve, Ali Torabi Haghighi, « Desiccation of the Transboundary Hamun Lakes between Iran and Afghanistan in Response to Hydro-climatic Droughts and Anthropogenic Activities », *Journal of Great Lakes Research*, 48, 2022, pp. 876-889.

[4] Cité dans Shabnam von Hein, « Is Iran running out of water ? », *Deutsche Welle*, August 6, 2025.

[5] Cité dans Ghazal Golshiri, « L'Iran, face à sa pire sécheresse depuis six décennies, envisage d' 'évacuer Téhéran' », *Le Monde*, 13 novembre 2025.

[6] Cité dans Hoshang Amiri, « Le président iranien lance un avertissement tardif sur la pénurie d'eau : la réalité est encore plus terrifiante », *Iran Focus*, 9 novembre 2025 (*https://fr.iranfocus.com/economy/economie/21170-le-president-iranien-lance-un-avertissement-tardif-sur-la-penurie-deau-la-realite-est-encore-plus-terrifiante/*)

[7] Chiffre cité dans Guy Goldstein, Rebecca Bar-Sef, « The Thirst of a Nation. Iran's Water-Driven Trajectory Toward State Failure and a Blueprint for Recovery », *Middle East Institute*, November 10, 2025.

[8] Shabnam von Hein, « Is Iran running out of water ? », *op. cit*.

[9] Kian Sharifi, « Iran's Water Crisis Nears Point of No Return », *RFE/RL's Radio Farda*,

November 13, 2025.

[10] Esmaeil Mohades, « Téhéran, Mashhad et Kerman en situation d'urgence face à l'aggravation de la crise de l'eau en Iran », *Iran Focus*, 24 novembre 2025 (*https://fr.iranfocus.com/iran/iran-gral/21328-teheran-mashhad-et-kerman-en-situation-durgence-face-a-laggravation-de-la-crise-de-leau-en-iran/*)

[11] Selon la FAO, le prélèvement total d'eau en Iran en 2022 s'élevait à 93,30 km³ se répartissant de la manière suivante : agriculture, 86 km³ ; industries, 1,10 km³ et municipalités, 6,20 km³. « Iran. Country Factsheet », *Aquastat*, FAO, (*https://storage.googleapis.com/fao-aquastat.appspot.com/countries_regions/factsheets/summary_statistics/en/IRN-CF.pdf*)

[12] D'après Guy Goldstein, Rebecca Bar-Sef, « The Thirst of a Nation. Iran's Water-Driven Trajectory Toward State Failure and a Blueprint for Recovery », *op. cit*.

[13] Chiffre cité dans *Idem*.

[14] Elles fournissent environ 60 % de l'approvisionnement total en eau du pays. Cité dans *Idem*. L'Iran prélève chaque année plus de 100 % de ses ressources renouvelables en eau, épuisant son patrimoine hydrique limité. Selon l'ancien ministre iranien de l'Agriculture, en 2017 « *le taux d'extraction des ressources en eau renouvelables dans le pays a atteint 110%* ». Cité dans Sara Saidi, « Les barrages en Iran : une gestion à la dérive, un désastre écologique », *RFI*, 28 novembre 2025 (*https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20251128-les-barrages-en-iran-une-gestion-%C3%A0-la-d%C3%A9rive-un-d%C3%A9sastre-%C3%A9cologique*)

[15] Jessica A. Payne, A. R. Watson, Y. Maghsoudi, S. K. Ebmeier, R. Rigby, M. Lazecký, M. Thomas, J. R. Elliott, « Widespread Extent of Irrecoverable Aquifer Depletion Revealed by Country-Wide Analysis of Land Surface Subsidence Hazard in Iran », *Journal of Geophysical Research : Solid Earth*, Vol. 130, Issue 9, September 2025 (*https://agupubs.onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1029/2024JB030367*).

[16] Cité dans « Affaissements de terrain dangereux à Kerman et Téhéran », *Iran Focus*, 1er septembre 2025 (*https://fr.iranfocus.com/iran/iran-gral/20613-affaissements-de-terrain-dangereux-a-kerman-et-teheran/*). Selon l'Organisation iranienne de cartographie et de topographie le 18e arrondissement de Téhéran aurait ainsi subi un doublement du taux d'affaissement des sols passant 17 à 31 centimètres en une année. Cité dans Zahra Hamedi, « D'un trou d'eau rare à un puits épuisé », *Jamejamonline.ir*, 10 mars 2024 (en persan) *https://jamejamonline.ir/fa/news*

[17] « Directrice de l'Organisation de protection de l'environnement : 380 villes et 9 200 villages sont exposés à l'affaissement du sol / Taux d'affaissement du sol de 40 centimètres à Rafsanjan », *Entekhab.ir*, 25 janvier 2025 (en persan) https://www.entekhab.ir/fa/news/

[18] Cité dans Zahra Hamedi, « D'un trou d'eau rare à un puits épuisé », *op. cit.*

[19] Mahmud Haghshenas Haghighi, Mahdi Motagh, « Uncovering the impacts of depleting aquifers : A remote sensing analysis of land subsidence in Iran », *Science Advances*, Vol. 10, Issue 19, May 2024 (*https://www.science.org/doi/epdf/10.1126/sciadv.adk3039*)

[20] Cité in *Idem*, p. 3.

[21] Chiffre cite dans Humberto Basilio (edited by Claire Cameron), « Iran's Capital Is Moving. The Reason Is an Ecological Catastrophe », *Scientific American*, November 21, 2025 (*https://www.scientificamerican.com/article/irans-capital-has-run-out-of-water-forcing-it-to-move/*)

[22] Chiffres cités dans Mahmud Haghshenas Haghighi, Mahdi Motagh, « Uncovering the impacts of depleting aquifers : A remote sensing analysis of land subsidence in Iran », op. cit., p. 5.

[23] D'après *Idem*, p. 1.

[24] Cité dans Hadi Eskandari Dameneh, Hamid Gholami, Matt W. Telfer, Jesús Rodrigo Comino, Adrian L. Collins, John D. Jansen, « Desertification of Iran in the early twenty-first century : assessment using climate and vegetation indices », *Scientific Reports*, Vol. 11, n° 20548, October 2021 (*https://www.nature.com/articles/s41598-021-99636-8*)

[25] Marzieh Keshavarz, Ezatollah Karami, Frank Vanclay, « The social experience of drought in rural Iran », *Land Use Policy*, 30, 2013, pp. 120-129.

[26] Afshin Shahi, « Drought : the Achilles Heel of the Islamic Republic of Iran », *Asian Affairs*, Vol. 50, Issue 1, 2019, p. 18-39

[27] Cité dans Farhad Yazdandoost, « Dams, Drought and Water Shortage in Today's Iran », op. cit., p. 1018.

[28] Kaveh Madani, « Water management in Iran : what is causing the looming crisis ? », *Journal of environmental studies and sciences*, Vol. 4, n°4, 2014, p. 316.

[29] Tobin Hartnell, « Sustaining Abundance : The Role of the Divine River in the Economy of Ancient Persia », *Journal for the Study of Religion, Nature and Culture*, Vol. 14, Issue 4, 2021, pp. 450-479.

[30] Heinz Luschey, « The Pul-i Khwājū in Isfahan : a combination of bridge, dam and water art », *Iran*, 23, 1985, pp. 143-51.

[31] Voir Nasser Karami, « The Modality of Climate Change in the Middle East : Drought or Drying up ? », *The Journal of Interrupted Studies*, 2, 2019, p. 125.

[32] « Former Iranian Vice President Warns Water Mismanagement Threatens 7,000-Year-Old Civilization », *Kurdistan24*, August 27, 2025.

[33] Voir Maziar Samiee, « Beyond Rentier State and Climate Conflict : Clashing Environmental Imaginaries and Ecological Oppression in Iran » dans *Enforcing Ecocide*. Power, Policing & Planetary Militarization, Dunlap, Alexander, Brock, Andrea, editor, Palgrave Macmillan, Cham, Switzerland, 2022, pp. 69-87.

[34] Voir United Against Nuclear Iran, « Iran's War on the Environment and Environmentalists », March 2023, p. 17 (*https://www.unitedagainstnucleariran.com/irans-war-on-environment-and-environmentalists#top*)

[35] Voir details dans David Michel, « Iran's troubled quest for food self-sufficiency », *IranSource*, Atlantic Council, July 9, 2019 (*https://www.atlanticcouncil.org/blogs/iransource/iran-s-troubled-quest-for-food-self-sufficiency/*)

[36] D'après *Idem*.

[37] « Explainer : Renewed alarm over Iran's water crisis, land subsidence », *BBC News*, March 13, 2025 (*https://monitoring.bbc.co.uk/product/b0003i43*)

[38] Nasser Karami cité dans Kian Sharifi, « Iran Turns To Water Imports As Crisis Deepens », *RFE/RL's Radio Farda*, December 5, 2025.

[39] Bijan Khajehpour, « Why Iran must dismantle its 'water mafia' Iran », *Amwaj.media*, December 3, 2025 (*https://amwaj.media/en/article/corruption-in-the-iranian-water-sector*)

[40] *Idem*

[41] *Idem*

[42] Cité dans Sara Saidi, « Les barrages en Iran : une gestion à la dérive, un désastre écologique », *RFI*, 28 novembre 2025 (*https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20251128-les-barrages-en-iran-une-gestion-%C3%A0-la-d%C3%A9rive-un-d%C3%A9sastre-%C3%A9cologique*)

[43] Allan Hassaniyan, « Iran's water policy : Environmental injustice and peripheral marginalization », *Progress in Physical Geography : Earth and Environment*, Volume 48, Issue 3, p. 421.

[44] Voir ses déclarations dans « Iran's Water Sustainability Is Irreversible ; 7,000-Year-Old Civilization at Risk », *Rokna.net*, December 8, 2025 (*https://www.rokna.net/Section-social-5/1188083-iran-water-sustainability-is-irreversible-year-old-civilization-at-risk*)

[45] Voir son étude, Allan Hassaniyan, « Iran's water policy : Environmental injustice and peripheral marginalization », *op. cit.*, pp. 420-437.

[46] Kian Sharifi, « Iran Turns To Water Imports As Crisis Deepens », *op. cit.*.